



**SPÉCIAL
POUVOIR
D'ACHAT**

Arrêter d'acheter chinois ? Tentant mais... coûteux !

Relocaliser nos productions industrielles pour ne plus dépendre du géant asiatique: depuis la crise du Covid, l'idée trotte dans toutes les têtes. Mais sommes-nous prêts à payer pour cela ?

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE BADER



CAPITAL : La crise du Covid a relancé l'idée d'un retour nécessaire au made in France, quitte à en passer par des mesures protectionnistes... Un tel mouvement s'accompagnerait-il inévitablement d'une hausse des prix ?

► **ISABELLE MÉJÉAN** Pas forcément d'une hausse pour chaque produit – on peut, semble-t-il, fabriquer du paracétamol localement sans surcoût net par exemple –, mais globalement oui. En fait, deux effets joueraient : non seulement le coût de production serait plus élevé en France car la main-d'œuvre peu qualifiée y est quatre fois plus chère qu'en Chine, mais la concurrence moins forte ferait décoller les étiquettes. L'exemple récent le plus frappant est celui de la guerre commerciale sino-américaine. Pour défendre l'industrie nationale, Donald

Trump a voulu taxer des produits (machines à laver...) ou des matériaux (acier...) venus de Chine : de nombreux travaux montrent que ce sont les consommateurs qui font les frais d'une telle stratégie. D'une part, les produits importés, taxés, sont plus chers et, d'autre part, les entreprises américaines ajustent leurs prix, soit pour gonfler leurs marges soit pour compenser les surcoûts liés aux matières importées. Inversement, il a été observé qu'une hausse de 1% des importations chinoises aux Etats-Unis conduisait à une baisse des prix de 1,91%. Il ne s'agit pas là d'idéologie, ce sont des constats : quand les échanges internationaux sont entravés, le client le paie...

Mais des relocalisations pourraient avoir un effet positif sur l'emploi, donc sur le pouvoir d'achat, non ?

► Cela dépend des secteurs. Les filières qui ont été lourdement délocalisées vers l'Asie demandent beaucoup de travail. Compte tenu du coût de la main-d'œuvre en France, si demain la production était rapatriée, elle serait probablement très automatisée : les entreprises auraient tout intérêt à investir dans des machines, même onéreuses, cela resterait plus rentable que de multiplier les postes. Pendant la crise, le gouvernement a plutôt mis en avant une question de souveraineté pour justifier des relocalisations. Quand il s'agit de rapatrier des productions de toute façon assurées en Europe

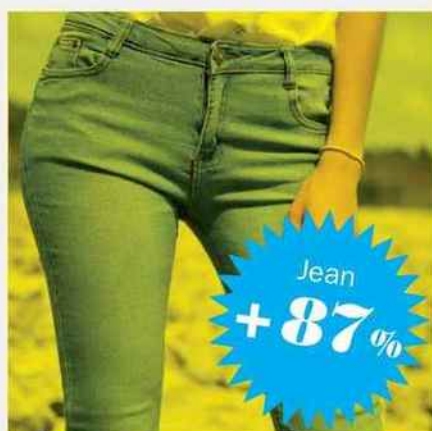
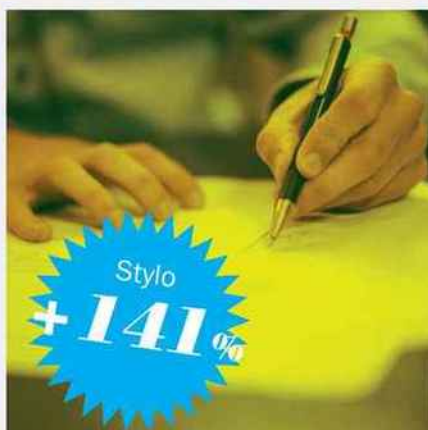
(le gros de nos importations), on peut se demander en quoi cela renforce vraiment notre souveraineté... Mais, surtout, si la véritable ambition, parfaitement louable lorsque le chômage s'apprête à augmenter, est de créer de l'emploi, il vaut mieux le dire et mener une véritable politique industrielle en ce sens. Plutôt que de subventionner pour relocaliser, on pourrait imaginer que l'Etat investisse dans des secteurs dont on sait qu'ils seront très porteurs demain mais qui peinent à se développer encore car la demande pêche. Le plastique recyclable, par exemple. L'Etat peut soutenir l'innovation pour aider au développement de filières qui vont aider à la transition écologique mais aussi offrir un avantage compétitif à notre industrie pour l'avenir.

La crise a été marquée par des pénuries de masques, de gants... Produire localement est-il le meilleur moyen de garantir notre sécurité ?

► Nous n'avons pas manqué de masques à cause de la mondialisation mais en raison d'un déséquilibre entre l'offre et la demande : cette dernière a explosé alors que les fournisseurs ne pouvaient accroître la cadence du jour au lendemain. Même si les fabricants avaient été français, ils auraient rencontré la même incapacité à suivre l'augmentation de la demande mondiale... Eventuellement, pour sécuriser les approvisionnements nationaux, on aurait pu imposer des restrictions



FABRIQUER EN FRANCE REVIENDRAIT SOUVENT PLUS CHER



Les estimations ont été réalisées par IAC Partners. Lire l'interview page suivante.

aux exports, mais cela ne va quand même pas de soi dans une économie de marché et une union douanière... La crise a surtout révélé les risques liés à l'organisation des productions au niveau mondial, à la fois très efficace et très sensible aux chocs : la chaîne de valeur est fragmentée, avec un intervenant spécialisé

à chaque étape. Quand un problème de productivité survient à un point de la chaîne, cela a des répercussions sur son ensemble. Avant même que le Covid n'arrive en Europe, la production de biens électroniques a ainsi été perturbée car le fournisseur de composants était en Chine, déjà affectée par l'épidémie. Bien sûr, cette

hyperspécialisation de chaque maillon a un intérêt : chaque intervenant massifie ses volumes et produit à moindre coût. Pour plus de sécurité, une entreprise pourrait donc vouloir diversifier ses fournisseurs à chaque étape, mais cela lui reviendrait plus cher... et aurait donc un effet sur le prix payé par le consommateur. ■

PHOTOS : JEREMY BARANDE ; AARON MEACHAM-Z3QAK44YPC/UNSPASH ; BEN NEALE - VITEOEZDQC/UNSPASH ; CHARLES DELUVO-POSNBX2HTRS/UNSPASH ; SAHIL MOOSA-M1MRYPS56EW/UNSPASH ; JENS HREUTER-NGMT5E5R9E1/UNSPASH ; SCOTT GRAHAM-OQMZWIND3THU/UNSPASH ; TAMARA BELLIS-ZDVJDRZGGO/UNSPASH ; LUCIAN ALEXE-IXZLKPPLUS/UNSPASH ; JESS BAILEY-NATZA96EJMO/UNSPASH



«RELOCALISER EST SOUVENT POSSIBLE, MAIS IL FAUT ADAPTER LES PRODUITS POUR RESTER COMPÉTITIF»

Jean-Baptiste Guillaume, associé chez IAC Partners

CAPITAL : Vous avez calculé pour nous les surcoûts, à produit équivalent, d'une fabrication française plutôt que chinoise. A quoi sont dus ces écarts ?

► **JEAN-BAPTISTE GUILLAUME** Ils sont surtout liés à un coût élevé de la main-d'œuvre en France. Plus une production intègre un travail manuel, plus le différentiel est fort, comme pour un smartphone. Parfois, les coûts de transport réduisent ce fossé. Prenez les lave-linge. Comme vous pouvez caser peu d'unités sur un conteneur, les expédier en France revient cher : plus de 17 euros par pièce contre 20 centimes pour un jean. Pour certains produits, le shampoing par exemple, la France est même plus compétitive, car la production est automatisée : quand vous intégrez les

frais de transport et de douane, fabriquer localement s'avère plus rentable ! Mais ce n'est pas si fréquent...
Vous notez une volonté de vos clients industriels de relocaliser. Est-ce possible dans tous les secteurs ?

► Il est difficile d'imaginer que des filières comme le textile ou l'électronique soient reconstituées dans le pays : nous n'avons même plus les compétences ni les outils, ce sont des industries gourmandes en main-d'œuvre ou qui demanderaient des investissements démesurés. En revanche, il y a beaucoup d'articles pour lesquels on peut imaginer une production en France, mais adaptée de manière à rester compétitive. Il faut jouer sur deux leviers. Le coût matière, d'abord : il s'agit de réduire la quantité de matière nécessaire à chaque pièce, tout en garantissant la fonction. Et le coût lié à la main-d'œuvre ensuite : le processus de production doit être repensé, automatisé ou simplifié, pour qu'il demande moins de travail. Pour pouvoir fabriquer un mixeur en France à coût raisonnable, il faut ainsi réduire le nombre de pièces à assembler : quelques vis en moins, c'est plusieurs secondes gagnées sur des milliers d'articles...

Mais ça revient alors à une sorte de simple assemblage, est-ce vraiment du made in France ?

► Un produit ne sera jamais 100% français. Il intégrera toujours des matières importées - on n'a jamais eu de curare sur notre sol -, ou des composants et des pièces préfabriquées à l'étranger pour maintenir la compétitivité. Même dans ces conditions, il demeure souvent un surcoût à répercuter sur le consommateur, mais plus acceptable.

Ce surcoût est-il au moins la marque d'une meilleure qualité ?

► Pas toujours. On trouve en Chine des usines qui travaillent aussi bien que les nôtres. L'intérêt est plutôt de favoriser l'emploi local. Il y a aussi une question de choix. Aujourd'hui, le consommateur veut pouvoir commander un mixeur de n'importe quelle couleur et être livré en quelques jours. Ce n'est possible que si l'industriel dispose d'une usine locale où il réalise au moins l'assemblage final, sinon il devra gérer des stocks énormes avec toutes les couleurs du monde en entropôt ! Une production locale favorise aussi de nouveaux systèmes comme la location ou la réparation de biens... dans une logique plus durable. ■



«72% DES FRANÇAIS SE DISENT PRÊTS À PAYER PLUS CHER UN PRODUIT ALIMENTAIRE LOCAL»

Guénaelle Gault, directrice générale de l'Obsoco (Observatoire société et consommation)

CAPITAL : La crise a-t-elle renforcé notre volonté de consommer français ?

► **GUÉNAELLE GAULT** Absolument. Cette crise sanitaire, et maintenant économique, accentue des mutations engagées plus tôt, notamment l'aspiration à consommer local. Avant le Covid, on notait déjà une critique grandissante de la mondialisation, d'une production très éloignée, des risques associés... Mais la question des masques a cristallisé ce sentiment un peu vague. 84% des personnes interrogées s'accordent sur le fait que la localisation lointaine des productions industrielles

a rendu difficile la gestion de la crise sanitaire. Près de 90% pensent que la France gagnerait à relocaliser une partie de sa production industrielle et agroalimentaire... Et plus de la moitié des sondés sont prêts à payer plus cher pour du made in France (en moyenne 10% plus cher quand il s'agit d'alimentaire et 11% pour du non alimentaire).

Mais ces belles déclarations se traduisent-elles en achats concrets ?

► Les comportements réels sont à l'intersection des aspirations et des contraintes. La crise a renforcé les inégalités en termes de consommation, notamment de produits locaux. Il y a deux catégories de Français qui se dégagent. Les ménages aisés, qui ont plutôt bien vécu le confinement, ont pu épargner et ressortent avec une envie encore plus forte de consommer moins mais mieux... et la possibilité de le faire ! Puis il y a ces 37% de concitoyens qui disent avoir perdu de l'argent avec la crise. Ce sont déjà les plus modestes,

pour qui acheter tel ou tel bien reste au cœur de leur construction identitaire. Eux veulent consommer autant qu'avant, différemment avec davantage de local et de made in France, mais ne le peuvent plus, pris dans des tensions extrêmes de pouvoir d'achat...

Ce n'est pas la recherche de qualité qui pousse à consommer français...

► Elle existe, mais l'aspiration au made in France est plus encore guidée par des problématiques de solidarité économique ! En achetant des produits alimentaires locaux, les sondés déclarent d'abord vouloir soutenir l'économie et les petits producteurs ; suit l'impact environnemental et seulement après les questions du goût et de la santé. Quand il s'agit de biens comme les médicaments ou les vêtements, là aussi, les consommateurs veulent soutenir l'emploi, préserver l'environnement, assurer la plus grande indépendance du pays... La recherche d'une meilleure qualité vient ensuite. ■